

« L'ACTION COMMUNAUTAIRE REJOINT UNE FORME D'ÉDUCATION POPULAIRE »

Les BRI-Co et les RAQ sont deux projets portés par la Fédération des Services Sociaux pour recréer du lien, de la solidarité, et lever les freins à l'accès aux droits. Ancrés dans les quartiers, ils misent sur l'écoute, la mobilisation et l'action collective. Où s'arrête le travail communautaire, où commence l'éducation permanente ?

Raphaëlle Defort (coordinatrice BRI-Co), Justine Vleminckx (chercheuse-intervenante), Céline Houtain et Thomas Vanwynsberghe (coordinatrice et coordinateur RAQ) partagent leur regard.



Quelle est l'origine des projets RAQ et BRI-Co ?

Thomas : Ces projets trouvent leur origine dans ALCOV, « Action locale contre le virus », né pendant la crise du covid. Les mesures générales ne répondaient pas aux réalités de certains quartiers précaires. Par exemple, l'injonction de rester chez soi : pour des familles intergénérationnelles sans accès à un jardin ou une terrasse, cela favorisait au contraire la contamination. Il y a donc eu une volonté d'actions spécifiques. Nous avons lancé le projet RAQ (Relais d'Action de Quartier), puis, neuf mois plus tard, les BRI-Co (Bureau de Recherche et d'Investigation sur les Communs) ont vu le jour. Les missions des RAQ ont évolué avec l'épidémie : quand le virus était virulent, on faisait de l'accompagnement individuel (vaccibus, infos en pharmacie...), et quand il l'était moins, on faisait de la sensibilisation collective, voire du travail social communautaire.

À la sortie de cette crise, l'équipe est restée active sur les déterminants sociaux de la santé et particulièrement l'accès aux droits en lien avec les crises successives (énergie, Ukraine, etc.), en soutenant la robustesse des quartiers par des actions communautaires. Le travail communautaire vise à agir avec les personnes concernées sur les causes structurelles des difficultés qu'ils et elles rencontrent.

Quel est le fonctionnement d'un RAQ ?

Thomas : Un RAQ, c'est un travailleur détaché sur un territoire défini, dans un quartier, rattaché à une association locale, le « partenaire hébergeur » (PH), et, au centre, les habitants. Tout part de leurs besoins et de leurs demandes. Cela crée une grande diversité : pour une vingtaine de RAQ, autant de projets différents. Je souligne aussi l'approche

Un exemple dans le quartier des Marolles

Thomas : Les Marolles, c'est une belle réussite en matière de travail communautaire. Tout part d'un travailleur RAQ qui prend conscience du problème d'insécurité autour d'une tour de logements sociaux, sans savoir comment s'y prendre. Il en parle à son partenaire hébergeur, qui l'informe qu'il y a aussi un souci d'accès à l'eau chaude depuis plusieurs mois.

Ils font du porte-à-porte et découvrent que le problème est collectif. Là où les plaintes individuelles n'avaient aucun effet, le collectif obtient une rencontre avec la SISF, des réparations, et des indemnités.

Fort de cette victoire, le groupe s'attaque à d'autres problèmes, comme le fait que les jeunes traînent au pied des tours, faute d'espace. Le RAQ sollicite alors l'équipe BRI-Co, qui installe une tonnelle, une table, des boissons... pour rencontrer les jeunes.

Cela permet la réparation d'un banc, l'organisation de petites animations, et la naissance d'un collectif par et pour les jeunes du quartier. Celui-ci propose ensuite un réveillon « safe ». C'est un vrai succès, surtout comparé à d'autres quartiers sous couvre-feu.

Le collectif a poursuivi ses activités, et deux ans plus tard, l'objectif initial – faire baisser le sentiment d'insécurité – est atteint. C'est une belle illustration d'une action communautaire aboutie.

ont décidé de construire du mobilier urbain pour relancer la convivialité dans un espace vide. Deux ans plus tard, les bancs de pique-nique sont toujours là et utilisés.

Qu'avez-vous ajusté dans le projet ?

Justine : Aujourd'hui, les BRI-Co sont plutôt organisés à la demande. Nous venons soutenir des dynamiques locales qui émergent ou des situations brûlantes qui nécessitent un appui logistique. Ce sont des associations de terrain ou des collectifs citoyens qui nous sollicitent, mais il faut que la demande soit portée par les habitants, car une fois sur place, il faut pouvoir les mobiliser.

Par exemple, le collectif « Front de Mères » à Anderlecht nous a contactés à propos d'un ancien stade d'athlétisme, fermé depuis 15 ans, dans un quartier très bétonné. Les enfants doivent prendre les transports en commun pour rejoindre un parc. Cela fait un an et demi qu'on les accompagne, et on poursuivra tant que le stade ne sera pas rouvert.

Autre exemple : à Auderghem, dans une cité sociale, nous accompagnons des locataires confrontés à des charges communes trop élevées, qu'ils ne comprennent pas. Ce sont des collègues travaillant sur la précarité énergétique, ainsi que les Équipes Populaires, qui nous ont sollicités. Ils avaient besoin d'un outil pour fédérer des plaintes individuelles en dynamique collective. On les soutient depuis un an et demi. On envisage d'ailleurs de reproduire ce travail dans une autre cité gérée par la même société de logement, pour renforcer la mobilisation. Nous restons présents tant qu'une victoire suffisante n'est pas obtenue.

Comment gérer le temps long de la collectivisation face à l'urgence sociale ?

Justine : Ce n'est pas évident ! Dans le cas d'Auderghem, par exemple, dans les premiers contacts, les gens nous disent qu'ils ont déjà essayé de contacter la commune ou la SISF ((Société Immobili-

intersectorielle. Nos partenaires sont de secteurs différents : aide à la jeunesse, personnes âgées, promotion de la santé, CASG, CAP, maisons médicales, etc. Le choix des quartiers se base sur des indicateurs sociaux et sanitaires. Il y a un lien entre inégalités sociales et de santé. Nous travaillons surtout dans le croissant pauvre de Bruxelles. Notre public est majoritairement en grande précarité : des personnes peu écoutées, qui rencontrent des difficultés multiples et complexes.

Et les BRI-Co ?

Justine : Le dispositif consiste à s'installer au cœur d'un quartier pendant trois jours, avec une équipe : une coordinatrice, un cuisinier, une logisticienne et trois chercheurs-intervenants, et des RAQ qui se joignent à nous. L'objectif est de créer un espace d'accueil propice à la prise de parole sur le vécu ou une problématique locale. Les discussions sont assez libres. On distribue des repas à midi,

en veillant à la convivialité. On prend soin de la participation, car se livrer est exigeant. Les projets ont évolué depuis les premiers BRI-Co. À l'époque, dans le cadre d'ALCOV, il s'agissait de revenir vers des gens qui s'étaient sentis abandonnés. On posait une question simple : « *S'il fallait réparer quelque chose dans le quartier, par où commencer ?* », qu'il s'agisse d'une infrastructure ou d'un lien social. C'était une forme de diagnostic à l'échelle d'un microterritoire. À la fin des trois jours, on organisait un moment de restitution. À partir des récits individuels, on essayait de produire une parole collective, en repérant ce qui était commun. Le but était de lancer une dynamique communautaire. L'équipe BRI-Co accompagnait la suite : réunions, soutien aux habitants, interpellation d'institutions ou pouvoirs publics, médiation... On sentait qu'on portait les collectifs, et que sans nous, ils s'éteignaient. Ce fut le cas dans de nombreux endroits. Par exemple, dans un BRI-Co, les habitants

lière de Service Public), sans résultat. Ils sont démotivés. Nous proposons alors de faire les choses autrement : à plusieurs, et avec notre soutien, y compris financier s'il faut organiser un événement ou produire de la communication. Cela redonne de l'élan. L'implication des médias joue aussi. Philippe Engels, journaliste, prépare un dossier sur le logement et est venu à Auderghem pour observer ce qui se passe. Les habitants étaient fiers d'être pris comme exemple, fiers que leur lutte attire l'attention de la presse. Être reconnu est une vraie source de motivation. Mais sur le long terme, il faut entretenir une forme de convivialité, une joie dans un contexte souvent pesant. Nous organisons des repas, des moments collectifs pour que le groupe ne soit pas uniquement centré sur la revendication, mais aussi sur le lien social. C'est essentiel.

Céline : Il y a une part de travail individuel, mais notre posture est communautaire. Il faut repérer si la difficulté évoquée est partagée, puis mettre les gens en lien pour agir collectivement. Un autre aspect important, c'est le lien entre acteurs : entre habitants, entre associations, et entre les deux. Ce maillage est fondamental.

Pourquoi, sans la présence de travailleurs sociaux ou de permanents, la collectivisation ne se fait-elle plus spontanément ?

Thomas : Il y a un certain désenchantement. Avec les BRI-Co et les RAQ, on voit réapparaître des personnes qui prennent vraiment le temps de l'écoute. Et ce temps-là est précieux, c'est souvent la meilleure porte d'entrée. Les travailleurs sociaux doivent être de plus en plus efficaces, traiter un nombre précis de dossiers par jour. Ici on est plutôt dans un objectif de robustesse plutôt que d'efficacité. L'un de nos objectifs, c'est aussi de repolitiser, d'encourager l'organisation collective. Beaucoup ignorent, par exemple, qu'il suffit de 25 signatures pour faire une interpellation communale.

Raphaëlle : On a remarqué qu'après le covid, beaucoup de lieux de rencontre



ont disparu. Les gens n'ont plus d'espaces pour se croiser. À Evere, on a organisé un BRI-Co qui a très bien marché, notamment grâce à la présence d'un espace collectif qui a permis la rencontre lors du BRI-Co et qui pourra accueillir une série de choses après. Il y avait là une dynamique qui manque ailleurs, dans des quartiers sans ce type de structure.

Justine : Jérôme Van Ruychevelt¹, dans sa récente étude, explique qu'au début du XX^e siècle, la classe ouvrière disposait de nombreux espaces pour se retrouver. La conscience de classe naissait de ces échanges : on réalisait que d'autres vivaient les mêmes oppressions. Aujourd'hui, l'individualisme domine, et il devient difficile de penser collectivement les systèmes. On croit facilement que chacun détient les clés de sa réussite. Il ne suffit pas de transmettre des savoirs pour éveiller une conscience de classe ; il faut aussi recréer du lien, comme autrefois. Refaire collectif, c'est aussi prendre conscience des oppressions partagées, des systèmes injustes.

Ces projets redonnent-ils confiance en la démocratie ?

Justine : On mène souvent des entretiens avec les personnes impliquées dans les suites des projets, pour comprendre leur point de vue. Des membres du collectif *Front de Mères* nous ont dit que, sans une figure crédible à leurs côtés, elles n'étaient pas écoutées. En tant

que fédération, avec une directrice reconnue dans le monde politique, nous avons des leviers. Cela montre peut-être que la démocratie est en défaut : il faut des tiers pour se faire entendre. Même les PCS, dans les cités sociales, disent avoir besoin de nous pour faire le lien entre habitants et SISP. On essaie de confronter les institutions – communes, SISP... – à la distance qu'elles créent elles-mêmes avec leurs locataires. Oui, on veut redonner du pouvoir d'agir, mais on a peu de moyens concrets pour y parvenir. Il n'y a pas de réelle volonté politique d'écouter les besoins des gens.

Raphaëlle : À Evere, les habitants ont apprécié qu'on agisse pour eux, sans attendre de contrepartie. On ne voulait rien leur vendre, ni les orienter vers un parti. On était là, avec un repas, du temps, une écoute... ce n'est pas ce à quoi ils sont habitués. Les RAQ étaient là aussi, et c'est une aide précieuse : leur ancrage associatif et leur connaissance du terrain leur permettent d'informer et d'orienter efficacement.

Justine : Ces projets redonnent confiance dans les corps intermédiaires, dans le tissu associatif, pas forcément dans les autorités publiques. Ils réhabilitent l'idée de collectif, montrent qu'on peut, ensemble, tenter quelque chose. Pour beaucoup, la démocratie se limite aux responsables politiques... et la défiance, dans le contexte actuel, est très forte.

Quelles sont vos méthodes pour « aller vers » les habitants ?

Céline : Le travail communautaire, c'est faire communauté autour de questions structurelles, ancrées dans les quartiers. On réfléchit à où aller, et comment. Il existe plein de façons d'« aller vers » : être présent sur les marchés, organiser une fête de quartier, faire du porte-à-porte, créer un dispositif mobile dans l'espace public... Par exemple, une de nos collègues s'installait dans un café avec du matériel informatique, accompagnée de l'EPN, pour aider les gens dans leurs démarches administratives. C'est un travail d'adaptation : il faut trouver la bonne approche selon les contextes, les personnes, le tissu associatif. Les objectifs varient aussi : transmettre des infos, récolter la parole, etc. Ce qui fait la richesse des RAQ, c'est justement cette diversité.

« Aller vers », c'est sortir des murs, aller dans les interstices – ceux des institutions, des quartiers, là où on ne va pas d'ordinaire. Pas pour les coloniser, mais pour les rencontrer. Pour que ces interstices nous transforment, nous, en tant qu'institution, en tant que professionnels, et transformant aussi leurs quartiers. Il ne s'agit pas

de faire entrer les gens dans nos cases, mais de laisser leurs réalités modifier notre manière de travailler. Être à l'écoute de ce qu'ils disent, de ce qu'ils nous apprennent sur nos dispositifs, sur leur accessibilité (numérique ou autre), pour nous remettre en question et accepter d'être bousculés.

Les gens répondent-ils présents ?

Justine : Dans les BRI-Co, on peut accueillir jusqu'à 150 personnes par jour. On investit l'espace public, on va vers les gens au lieu de les attendre. On privilégie une communication « pauvre » : peu institutionnelle, chaleureuse, bricolée.

Raphaëlle : On crée des affiches à la main, avec nos dessins, et on soigne les invitations : joli papier, pas négligé. Les gens le remarquent. On les dépose dans les boîtes aux lettres ou on les remet en main propre pour engager la discussion. Au début, un repas gratuit, une invitation... les gens doutent, mais viennent par curiosité. On traduit aussi nos flyers en plusieurs langues.

Justine : L'équipe RAQ est multilingue, on parle 12 langues ! C'est une vraie force.

Comment vous situez-vous par rapport à l'éducation permanente ?

Céline : J'ai l'impression qu'en travail communautaire, on travaille surtout sur le lien : au territoire – pour que les gens puissent agir dessus –, entre habitants, et avec les professionnels. Vous, de votre côté, vous travaillez davantage à renforcer l'esprit critique. J'ai lu récemment *Écologie et démocratie*², qui montre qu'on ne peut faire démocratie que si l'on se sent lié à son territoire et à ses voisins. Ce sentiment d'interdépendance pousse à s'impliquer, à prendre la parole, à vouloir améliorer les choses.

Justine : Nos actions rejoignent clairement l'éducation permanente. Dans les BRI-Co et les RAQ, on part de la parole des gens, et notre rôle est de les aider à en faire quelque chose. On les informe sur le fonctionnement du système, pour qu'ils comprennent les dimensions collectives des problèmes qu'ils vivent individuellement. À Auderghem, on a par exemple projeté *Alerte Molenbeek*, un film sur des mobilisations d'habitants. L'idée était de leur donner un support pour penser le logement au-delà de leur propre situation. C'est une forme d'éducation populaire, mais informelle. On devrait renforcer les liens avec les acteurs de l'éducation permanente.

Thomas : Je partage ce constat de complémentarité. On s'inspire beaucoup des outils de l'éducation permanente. Mais je n'aime pas trop le mot « éducation » : je me sens davantage dans une logique d'émancipation. On a des chemins similaires, mais des finalités différentes. L'éducation permanente est un agrément ; à la FDSS, on parle plutôt d'un mode d'action sociale, celui du communautaire. □

**Propos recueillis
par Adrienne Demaret**

1. Jérôme Van Ruychevelt Ebstein, *Pourquoi les narratifs de gauche ne touchent plus les classes populaires. Le cas de la Belgique francophone*, Ceci n'est pas une crise, 2025.

2. Joëlle Zask, *Écologie et démocratie*, Premier Parallèle, 2022.

